

Fillon qui avait enterré le rapport Obin avoue "il y a un problème avec la religion musulmane"

écrit par Christine Tasin | 22 octobre 2020

Quand je pense que depuis 10 ans les Résistants à l'islamisation que sont Pierre Cassen, Pascal Hilout, moi-même et quelques autres hantons les tribunaux où l'on nous traite de fachos, d'extrême-droite, où l'on nous pressurise financièrement, où l'on nous menace de prison et même [de prison ferme](#) (votre servante)... pour dire à peu près la même chose que ce que Fillon vient de raconter devant les caméras...

Quand je pense que Fillon, alors Ministre de l'Education nationale, il y a 16 ans, avait mis au placard le rapport Obin, explosif sur l'islamisation de l'école... Rapport qui ne fut ni utilisé ni consulté pour la politique de la ville, pour les programmes de l'Education Nationale... Au contraire, la dhimmitude sur les cours béats sur l'islam a continué, les filles ont continué d'être dispensées de cours de piscine, le porc a disparu des cantines, les cours sur la shoah et les caricatures ont été allégés, détournés voire supprimés, sauf par les Samuel Paty.

Même BFM ose parler du rapport Obin, incroyable !

REPLI IDENTITAIRE DANS LES ÉCOLES: QU'Y AVAIT-IL DANS LE RAPPORT OBIN DE 2004?

Publié en juin 2004, ce rapport décrivait déjà des phénomènes semblables à l'indignation de plusieurs élèves musulmans de la classe de Samuel Paty face à une caricature de Mahomet.

Le titre est moins sulfureux qu'on aurait pu le supposer. C'est

surtout la date, visible en bas de première page, qui saute aux yeux : juin 2004. Il y a plus de 16 ans donc, un rapport a été remis au ministère de l'Education nationale, occupé à l'époque par François Fillon. Il porte sur "les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires". [C'est le fameux "rapport Obin"](#), du nom de Jean-Pierre Obin, l'inspecteur général de l'Education nationale de l'époque qui en a chapeauté la rédaction. Ce document est régulièrement cité dans les médias depuis l'assassinat de Samuel Paty par un islamiste tchétchène le 16 octobre. Ce qu'il décrit est un lointain écho aux motivations du terroriste abattu par les forces de l'ordre : punir cet enseignant de Conflans-Sainte-Honorine, coupable à ses yeux d'avoir montré une caricature de Mahomet à ses élèves.



Les jeunes, "vecteurs" du repli religieux

Lorsque Jean-Pierre Obin est missionné pour réaliser ce rapport, la question des atteintes au principe de laïcité est au cœur du débat public français. L'ouvrage collectif *Les territoires perdus de la République*, recueil de témoignages illustrant combien le repli identitaire – notamment musulman – est présent dans de nombreuses banlieues, est paru en 2002. Une commission, présidée par Bernard Stasi, a été mise en place en 2003 afin d'étudier les possibilités d'adapter le principe de laïcité au XXIème siècle.

Dans son introduction, le rapport Obin pose plusieurs constats. D'abord, que "les manifestations d'appartenance religieuse, individuelles ou collectives", ont tendance "à se multiplier et à se diversifier, avec une rapidité et une dynamique fortes". Que "dans certains quartiers", elles peuvent "affecter tous les domaines de la vie personnelle, familiale et sociale". Que les jeunes y sont "particulièrement sensibles", voire en sont "les principaux vecteurs". Enfin, que l'école est "impliquée dans ce mouvement d'ensemble", qui va au-delà de "l'émotion médiatique" suscitée par la prolifération du voile islamique dans l'espace public.

Laïcité contestée et propos négationnistes

Au fil de l'étude, à laquelle ont participé près d'une dizaine d'inspecteurs généraux de l'Education nationale, le lecteur de 2004 apprend qu'en cours d'histoire, certains élèves "refusent d'étudier

l'édification des cathédrales, ou d'ouvrir le livre sur un plan d'église byzantine, ou encore d'admettre l'existence de religions préislamiques en Egypte ou l'origine sumérienne de l'écriture".

On apprend également que "la laïcité est contestée comme antireligieuse en éducation civique", que "les propos négationnistes sont fréquents" lorsqu'il s'agit d'aborder la Shoah. On constate que l'hostilité vis-à-vis du christianisme se manifeste parfois en cours de mathématiques, où certains refusent "d'utiliser tout symbole ou de tracer toute figure (angle droit, etc.) ressemblant de près ou de loin à une croix".

Au sein d'un lycée professionnel, "des élèves, la totalité parfois, refusent de cuisiner du porc et de manipuler et goûter la viande non consacrée". Sur les tenues vestimentaires, "les cas les plus nombreux concernent des élèves souhaitant affirmer leur appartenance à la religion musulmane".

Plus globalement, le rapport Obin relate ce que décrivent des chefs d'établissement ou des élus, à savoir le fait que certains quartiers sont "'tombés aux mains' des religieux et des associations qui les contrôlent".

"Dans d'autres, le tissu associatif laïque ancien a survécu, au moins en partie, ou s'est reconstitué dans un contexte de résistance aux aspects les plus prégnants de la mainmise religieuse sur la vie des individus", complète le document.

Autocensure

Face à ces revendications, "la réaction la plus répandue des enseignants est sans doute l'autocensure", constate le rapport. Une attitude "largement sous-estimée" en raison de la réticence des professeurs à en parler. Cette autocensure se manifeste aussi bien en histoire qu'en cours de biologie, où certains professeurs délaissent tout bonnement le chapitre sur la reproduction. Trop impudique, se plaignent certains élèves.

Un autre type de réaction surprend davantage. Elle consiste, "devant l'abondance des contestations d'élèves s'appuyant sur le Coran, à recourir au livre sacré pour tenter de légitimer l'enseignement".

Ainsi certains enseignants reconnaissent-ils, auprès des auteurs du rapport, s'appuyer sur leurs élèves inscrits à l'école coranique, "garants de l'orthodoxie musulmane, afin d'invalidier les contestations venant d'autres élèves".

"Le comble est sans doute atteint avec ce professeur enseignant avec le Coran sur son bureau (...) et qui y recourt dès que des contestations se manifestent. On peut alors parler d'une véritable théologisation de la pédagogie", peut-on lire.

"On a perdu tant d'années"

Comme le rappelle [Le Parisien](#), le rapport Obin n'a pas eu l'écho escompté à l'époque où il a été rendu au ministère. Il est même largement resté lettre morte. Selon le principal intéressé, qui s'en est ouvert dans un récent ouvrage, **le gouvernement de l'époque ne voulait pas "jeter de l'huile sur le feu" alors même qu'entraînait en vigueur la loi sur les symboles religieux à l'école publique. Il évoque également le fait que les ravisseurs de journalistes français en Irak exigeaient l'abrogation de cette loi, "qu'il fallait donc faire profil bas".**

Une fois cette libération obtenue, le temps politique n'était plus à l'affichage d'un rapport polémique sur le fait religieux à l'école. Faute du moindre débouché concret, le texte a été publié *in extenso* sur le site de la Ligue de l'Enseignement, mouvement laïque d'éducation populaire. Il n'a été exhumé médiatiquement qu'en 2015 par Manuel Valls et Najat Vallaud-Belkacem, alors Premier ministre et ministre de l'Education nationale, après l'attentat islamiste contre *Charlie Hebdo*.

Invité lundi des [Grandes gueules](#) sur BFMTV et RMC, Jean-Pierre Obin a fait part de sa réaction à la décapitation de Samuel Paty. Parmi ses sentiments, il y avait "la stupéfaction, l'horreur, la tristesse".

"L'étonnement non, mais la colère oui, car on a perdu tant d'années pour traiter cette question de l'islamisme à

l'école", a-t-il déploré.

Et l'ancien inspecteur général de l'Education nationale d'évoquer la mise au tiroir de son rapport de juin 2004:

"Fillon l'a enterré car il avait d'autres chats à fouetter, en particulier il avait peur de la première rentrée scolaire 'sans voile' et il y a eu l'épisode des otages de Bagdad. Très rapidement le prétexte c'était: 'on fait une loi de programmation et on ne communique pas sur autre chose'. Ce n'était pas un vrai sujet à l'époque."

https://www.bfmtv.com/societe/repli-identitaire-dans-les-ecoles-qu-y-avait-il-dans-le-rapport-obin-de-2004_AV-202010200187.html

Quand je pense que Fillon, au soir du premier tour, en 2017, n'a eu de cesse que d'offrir ses voix à Macron l'islamophile, Macron l'immigrationniste... Il y a des claques qui se perdent.

Et voilà le glorieux personnage qui vient, des années après, quand l'occasion fait le larron, dire ce qu'il aurait dû dire il y a 16 ans... s'il l'avait dit, s'il avait tiré les conséquences qui s'imposaient, il n'y aurait peut-être pas eu les attentats de 2015, de 2016, et la décapitation de Samuel Paty. Enfin il reste très timide il préconise l'interdiction du voile dans l'espace public, mais, pour lui l'espace public c'est l'école, les administrations... bref, il enfonce des portes ouvertes !

Certes, mieux vaut tard que jamais... mais ça sent l'opportuniste, le peureux qui ne part à l'assaut que parce qu'il est noyé dans la cohorte. Pff !

On se réjouira tout de même, sans le féliciter, parce que plus il y aura de politiques et autres personnages ayant pignon sur rue pour dire la même chose que nous, on aura peut-être une chance de voir les choses changer... Une toute petite chance si on en juge aux centaines de dhimmis et adeptes des accommodements raisonnables qui défilent sur

les plateaux ou dans les manifs pour crier “pas d’amalgame”.

Pour François Fillon, « il y a un problème avec la religion musulmane »

VIDÉO. L’ancien Premier ministre réagit avec force dans « L’Express » à l’attentat qui a frappé vendredi dernier un professeur à Conflans-Sainte-Honorine.

Depuis la dernière présidentielle, [François Fillon](#) se fait discret. Ses apparitions dans les médias se comptent sur les doigts d’une main. Mais quatre jours après [l’assassinat de Samuel Paty](#), professeur d’histoire-géo décapité pour avoir montré en classe des caricatures de [Mahomet](#), l’heure est trop grave pour rester silencieux. L’ancien Premier ministre, qui fut également ministre de l’Éducation nationale de 2004 à 2005, s’exprime ainsi dans [un long entretien accordé à nos confrères de L’Express](#), dans lequel il aborde le problème de l’islamisme radical en [France](#), qu’il qualifie de « crise de société ». *« Je me suis retiré de la vie publique, et je n’ai pas l’intention d’y revenir, assure-t-il. Mais je ne peux pas rester silencieux sur des événements qui découlent de faits sur lesquels j’ai, à maintes reprises, attiré l’attention. Je ne veux certainement pas me joindre au concert des opportunistes pour qui chaque drame est une occasion d’affirmer leurs ambitions. »*

Pas question, pour [l’ancien Premier ministre](#), de limiter à l’école la crise qui a abouti à la mort de Samuel Paty. « **Nous faisons face à une crise de société. Il ne s’agit pas d’une crise de l’école. D’ailleurs, cette dernière ne peut être tenue responsable des événements. Ni être considérée comme**

capable de lutter seule contre une dérive qui est une pandémie politique internationale, mondiale. Notre système politico-médiatique s'y intéresse uniquement quand un drame survient et que se manifeste une émotion considérable. Puis le silence retombe. »

« Une partie significative de la communauté musulmane refuse de s'intégrer »

Selon François Fillon, *« une partie significative de la communauté musulmane refuse de s'intégrer, d'accepter les règles de la République et de la vie en commun »*, un phénomène qui *« se traduit par le basculement de quartiers entiers dans une forme de séparatisme, [pour reprendre le mot du président de la République](#) »*. Ce terme de « séparatisme », François Fillon le réfute : *« Je parle de totalitarisme. Bien sûr, c'est une attitude qui est minoritaire chez les Français musulmans, mais qui est en expansion à travers le monde. L'aggravation de la situation est évidente. »*

[Lire aussi François-Xavier Bellamy : « L'accusation d'islamophobie rétablit le délit de blasphème »](#)

La société française amorce un net recul, pour François Fillon, vis-à-vis de sa propre histoire, de son identité. *« Le manque de confiance en nous, en notre culture, en notre passé, atteint des sommets délirants avec la contestation de toutes les grandes figures de l'Histoire, le déboulonnage des statues, le procès permanent fait à tous les dirigeants de notre pays d'être soit esclavagistes soit prédateurs sexuels. Tout cela crée un climat qui participe à réduire notre capacité d'intégration, de mobilisation de la population nationale. »*

« Interdire le voile dans l'espace public »

Au cours de son mandat de Premier ministre, François Fillon concède n'avoir pas « suffisamment pris en compte la radicalisation des postures à l'école ». L'occasion de rappeler qu'il était à l'origine de [la loi sur le voile à l'école](#) et de regretter la manière dont le projet a abouti. « Pour éviter la stigmatisation, on a employé une formule ambiguë qui illustre assez bien la gêne à l'égard de ces sujets, "loi sur les signes religieux", alors qu'il s'agit d'une loi pour protéger les jeunes filles d'une forme d'asservissement qui s'appelle le voile obligatoire. Comme nous n'avons pas eu le courage d'aller au bout de ce raisonnement, nous avons trouvé un énoncé flou, et nous avons interdit les croix. »

Et d'attaquer plus en profondeur la religion musulmane en France : « Il faut nommer les choses et avoir le courage de dire qu'il y a un problème avec la religion musulmane, et non avec les autres. Le totalitarisme islamique est une menace mondiale qui doit être combattue sans barguigner. Sans se cacher derrière les mots. » Les Français de confession musulmane doivent prendre part à ce mouvement, selon lui, combattre « une partie des leurs » et « ne pas se contenter d'émettre quelques protestations à voix basse quand il y a un drame ». Ainsi François Fillon préconise-t-il d'interdire le voile dans l'espace public, à savoir « dans les établissements scolaires, universitaires, lors des sorties scolaires et même dans tous les établissements recevant du public ». « Il est primordial qu'on décrète une forme de mobilisation générale et qu'on mette de côté les arrière-pensées politiques, ajoute-t-il. Parce que nous sommes dans une situation de guerre de longue durée. »

<https://www.lepoint.fr/societe/pour-francois-fillon-il-y-a-un->

[probleme-avec-la-religion-musulmane-20-10-2020-2397381_23.php](#)